

Burundi : les révélations d'une ONG inquiètent le Gouvernement

@rib News, 08/12/2010 Le ministre burundais de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation Jean Baptiste Gahimbare s'est montré lundi inquiet par les révélations de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economique (OLUCOME) sur les surfacturations dans l'achat des équipements pour le ministère de la Défense burundaise. Selon le ministre Gahimbare, ces révélations n'arrangent pas les choses et ne facilitent pas des enquêtes, dit-il précieusement. « La plupart des dossiers en rapport avec les corps sensibles comme ceux de la sécurité sont traités confidentiellement », a regretté le ministre Gahimbare.

« Par voie de conséquence, il y a risque que les personnes citées dans de tels dossiers fassent tout pour faire disparaître certains dossiers pour rendre la tâche de la justice impossible », a laissé entendre le ministre de la Bonne Gouvernance. Un autre risque, selon toujours le ministre Gahimbare, c'est que même des vies humaines peuvent être mises en danger suite à la publication des rapports confidentiels sur les corps de sécurité. Le président de l'OLUCOME Gabriel Rifyiri avait annoncé la semaine dernière une malversation à grande échelle dans l'achat des armes par le ministre burundais de la Défense à une compagnie ukrainienne, une malversation qui aurait coûté à l'Etat près de 4 milliards de francs burundais, soit 4 million de dollars américains. L'ancien ministre de la Défense Le Lieutenant-Général Germain Niyoyankana est cité par le rapport de l'Inspection Générale de l'Etat dans ce dossier de honte pour avoir seul empoché plus de 2 million de dollars tandis que le chef d'Etat-major le General Niyombare et son adjoint le Général Ndegeya auraient empoché une somme avoisinant 1 million et demi de dollar. La ministre des finances Mme Nizigama elle aussi est citée dans ce dossier de dilapidation des fonds publics. L'inspection de l'Etat avait annoncé dans son rapport qu'elle devra remettre dans les caisses de l'Etat une somme dépassant largement 300 millions de franc burundais.